

AI Index: PRE 01/033/2008
01 February 2008

Tchad. L'escalade du conflit risque de donner lieu à des crimes de guerre et menace le déploiement des forces de l'UE

Alors que la tension monte entre le gouvernement tchadien et les groupes armés, Amnesty International a demandé ce vendredi 1^{er} février à toutes les parties au conflit de ne pas s'en prendre aux civils.

« L'escalade du conflit menace la vie et la sécurité des civils à N'Djamena et dans l'est du Tchad, a déclaré Tawanda Hondora, directeur adjoint du programme Afrique d'Amnesty International. Les forces gouvernementales et les groupes armés doivent renoncer à toute action qui mettrait en danger les civils. »

Amnesty International a appelé l'attention de toutes les parties au conflit sur le fait que les attaques délibérées ou aveugles contre les civils constituent des crimes de guerre.

L'amplification du conflit entre les forces du gouvernement tchadien et les groupes armés intervient au moment où la Force de l'Union européenne (EUFOR) commence à se déployer au Tchad pour protéger les civils dans l'est du pays.

« Les affrontements risquent de mettre en péril le déploiement de l'EUFOR, laissant la population civile sans protection », s'est inquiété Tawanda Hondora.

L'intensification du conflit pourrait avoir des conséquences désastreuses sur la population déjà très affectée de l'est du Tchad. L'insécurité a contraint les organismes internationaux d'aide humanitaire à évacuer leur personnel des camps de réfugiés, et les autorités ont fait de même avec les gendarmes qui assuraient un minimum de sécurité dans les camps.

Amnesty International a également appelé toutes les parties au conflit à mettre fin aux attaques contre les organisations humanitaires actives au Tchad.

« Les civils tchadiens ont un besoin urgent de protection et de services de base. Les organisations humanitaires devraient être autorisées à intervenir librement et sans crainte partout dans le pays. »

« L'aggravation des tensions va avoir des conséquences désastreuses pour les hommes, les femmes et les enfants qui attendent depuis si longtemps d'être protégés », a conclu Tawanda Hondora.